



**Les agences de l'Union européenne
travaillent pour vous**

Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.

Un numéro unique gratuit (*):

00 800 6 7 8 9 10 11

(*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits
(sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>)

ISBN 978-92-9239-521-6

doi:10.2811/77234

© Union européenne, 2014

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Printed in Autriche

IMPRIMÉ SUR PAPIER CERTIFIÉ FSC

**Les agences de l'Union européenne
travaillent pour vous**

INTRODUCTION

Un marché unique, une monnaie unique, des voyages sans frontières, une mobilité interne... ce ne sont là que quelques exemples des avantages très concrets de l'Union européenne (UE) sans lesquels un grand nombre d'entre nous ne s'imaginent plus vivre aujourd'hui.

Le réseau des agences spécialisées de l'UE, créé par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne pour mener à bien des tâches scientifiques, techniques ou juridiques spécifiques, est une composante importante de l'Union européenne. Ces agences, qui œuvrent aux côtés des principales institutions et États membres de l'UE, leur fournissent des avis fondés sur des données factuelles afin de les aider à élaborer des politiques et des législations éclairées au niveau national et européen. Elles apportent une valeur ajoutée en promouvant le partage des informations et des connaissances dans des domaines qui affectent la vie de 500 millions de citoyens de l'UE. Tout cela ne représente que 0,6 % du budget total annuel de l'UE, soit à peine 1,6 euro par personne – homme, femme et enfant – dans l'UE.

De par le monde, des agences respectées et réputées comme la Food and Drug Administration aux États Unis, ont été créées pour rendre des avis d'experts à leurs administrations nationales. Les agences de l'UE ont, elles aussi, été établies pour contribuer à la mise en œuvre plus efficace des politiques européennes et répondre aux besoins particuliers identifiés par les institutions et les États membres de l'UE. Elles sont chargées d'une grande variété de domaines qui affectent la vie de chacun dans l'UE (et au-delà), sur terre, en mer, dans l'air, en cas de maladie et en matière de santé. Leurs domaines de compétences sont la nourriture que nous mangeons, les médicaments que nous prenons, les produits chimiques, l'éducation, la qualité de la vie au travail, l'environnement, sans parler de la justice, de la sûreté du transport, de la sécurité et de nos droits fondamentaux. Cette liste n'est pas exhaustive, mais elle donne un aperçu des multiples domaines spécialisés dans lesquels ces agences travaillent.

La présente brochure vous présente une vue d'ensemble de l'étendue et de la profondeur du travail réalisé par les agences spécialisées de l'UE. Elle met clairement en évidence leur valeur ajoutée combinée et la manière dont elles œuvrent à rendre l'Europe plus compétitive et à en faire un meilleur endroit pour vivre et travailler.

Table des matières

Agence de coopération des régulateurs de l'énergie - (ACER)	8
Agence de l'Union européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information - (ENISA)	8
Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne - (FRA)	9
Agence du GNSS européen - (GSA)	9
Agence européenne de contrôle des pêches - (AECP)	10
Agence européenne de défense - (AED)	10
Agence européenne de la sécurité aérienne - (EASA)	11
Agence européenne des médicaments - (EMA)	11
Agence européenne des produits chimiques - (ECHA)	12
Agence européenne pour l'environnement - (AEE)	12
Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne - (Frontex)	13
Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice - (eu-LISA)	13
Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail - (EU-OSHA)	14
Agence européenne pour la sécurité maritime - (EMSA)	14
Agence ferroviaire européenne - (AFE)	15
Autorité bancaire européenne - (ABE)	15
Autorité européenne de sécurité des aliments - (EFSA)	18
Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles - (AEAPP)	18
Autorité européenne des marchés financiers - (ESMA)	19
Bureau européen d'appui pour l'Asile - (EASO)	19
Centre de traduction des organes de l'Union européenne - (CdT)	20
Centre européen de prévention et de contrôle des maladies - (ECDC)	20
Centre européen pour le développement de la formation professionnelle - (Cedefop)	21
Centre satellitaire de l'Union européenne - (SatCen)	21
Collège européen de police - (CEPOL)	22
Entreprise commune Clean Sky - (Clean Sky)	22
Entreprise commune européenne pour ITER et le développement de l'énergie de fusion - (F4E)	23
Entreprise commune Piles à combustible et Hydrogène - (FCH)	23
Entreprise commune SESAR - (SESAR)	24
Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail - (Eurofound)	24
Fondation européenne pour la formation - (ETF)	25
Initiative en matière de médicaments innovants - (IMI)	25
Institut d'études de sécurité de l'Union européenne - (EUISS)	26
Institut européen d'innovation et de technologie - (EIT)	26
Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes - (EIGE)	27
Observatoire européen des drogues et des toxicomanies - (OEDT)	27
Office communautaire des variétés végétales - (OCVV)	28
Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) - (OHMI)	28
Office de l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques - (Office de l'ORECE)	29
Office européen de police - (EUROPOL)	29
Unité de coopération judiciaire de l'Union européenne - (Eurojust)	30

Agence de coopération des régulateurs de l'énergie - **ACER**



L'ACER a pour but de créer un marché intérieur de l'énergie transparent et sécurisé, durable et compétitif dans l'intérêt de tous les consommateurs de l'UE. Sa mission consiste à aider les autorités nationales de régulation de l'énergie à exercer leurs fonctions au niveau de l'UE et à coordonner leurs actions chaque fois que nécessaire.

L'ACER coopère avec les institutions de l'UE et les parties prenantes, notamment les autorités nationales de régulation et les réseaux européens de gestionnaires de réseau de transport (REGRT), en vue de fournir un ensemble d'instruments destinés à réaliser un marché de l'énergie européen unique. L'ACER soutient le développement d'un marché commun de l'énergie et de règles de réseaux. Elle contribue également à la mise en place d'une infrastructure transeuropéenne de l'énergie et surveille les marchés européens de l'énergie et le commerce de gros de l'énergie.

Outre la création d'un cadre réglementaire commun des marchés de l'énergie en Europe, l'ACER met en lumière des questions touchant à la vie quotidienne des citoyens de l'UE. À titre d'exemple, sur les marchés de détail du gaz et de l'électricité, l'Agence a recensé des obstacles permanents sur de nombreux marchés nationaux, qui entravent la concurrence sur le marché du détail et le choix des consommateurs. On peut citer comme exemple le faible taux de changement de fournisseurs de gaz et d'électricité, qui avoisine les 5 %. En outre, en dépit de la récession économique, les prix à la consommation du gaz et de l'électricité, qui sont encore souvent réglementés, ont augmenté de 4 % ces dernières années dans la plupart des États membres.

Créée en 2011

Située à Ljubljana (Slovénie)
<http://www.acer.europa.eu>

Agence de l'Union européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information - **ENISA**

L'ENISA est l'agence européenne chargée de la cybersécurité. La sécurité des réseaux et de l'information est capitale pour la vie quotidienne des entreprises, des gouvernements et des citoyens ainsi que pour l'économie de l'Europe. L'ENISA porte donc ses efforts sur la prévention et la planification des interventions nécessaires pour protéger les systèmes informatiques contre tout accès non autorisé, attaque ou défaillance.

L'Agence prévient, réagit, cartographie, analyse, conseille et communique sur la cybersécurité et les risques informatiques. Elle est le seul organe à fournir ces services et il n'existe pas d'organisation équivalente dans le secteur privé qui fournisse des recommandations neutres et spécialisées dans le domaine de la cybersécurité à l'échelle de l'UE. En outre, l'ENISA élabore des normes solides pour la sécurité des réseaux et de l'information en vue de défendre le point de vue des entreprises européennes en faveur de la cybersécurité.



L'ENISA publie régulièrement son rapport annuel sur les cybermenaces, Threat Landscape, qui présente les tendances mondiales sous la forme d'analyses agrégées de plus de 250 rapports venant du monde entier. Ce rapport montre comment les différentes méthodes d'attaque sont utilisées. Sur la base de ce rapport, les opérateurs et les parties intéressées peuvent réagir et prendre instantanément des mesures de précaution pour mieux protéger leurs réseaux.

L'ENISA entreprend également tous les deux ans l'exercice baptisé «Cyber Europe» (2010, 2012, 2014) qui fait intervenir les gouvernements et les acteurs du secteur, soit au total des centaines de «joueurs» préparant une coopération transnationale contre les cyberattaques.

Créée en 2004

Située à Héraklion (siège) avec un bureau à Athènes (Grèce)
<http://www.enisa.europa.eu>

Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne - FRA

La Charte des droits fondamentaux de l'UE garantit à chacun dans l'UE le respect de ses droits fondamentaux. Or, dans la pratique, nombreuses sont les personnes qui en sont privées. La FRA fournit des avis fondés sur des données factuelles aux institutions et aux États membres de l'UE afin de faire des droits fondamentaux une réalité pour tous. Pour cela, la FRA mène des enquêtes à grande échelle et des recherches sociales et juridiques comparatives et collabore avec des acteurs des droits fondamentaux dans toute l'UE.



Comme le révèlent avec constance les études de la FRA, les crimes de haine et la discrimination demeurent souvent «invisibles» en raison du sous-signalisation généralisé des incidents. Les enquêtes de la FRA sur la violence à l'égard des femmes, les minorités, les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT) et l'antisémitisme mettent en évidence la nécessité urgente de lutter contre le sous-signalisation par la sensibilisation, le soutien aux victimes et la formation. À titre d'exemple, seuls 22 % des crimes de haine les plus graves contre les personnes LGBT ont été déclarés à la police.

La FRA a montré que chacun peut être une victime. Elle est bien placée pour faire entendre la voix de la majorité et des populations difficiles à atteindre, telles que les minorités ethniques, les enfants et les personnes handicapées, sur des questions comme les violations de la protection des données, l'accès à la justice et les crimes de haine. La recherche de la FRA sur les crimes de haine, par exemple, a directement alimenté les conclusions du Conseil. L'Agence coopère également étroitement avec les États membres afin de les aider à combattre les crimes de haine et à mettre un terme à la peur de certaines personnes d'être simplement elles-mêmes.

Créée en 2007

Située à Vienne (Autriche)

<http://fra.europa.eu>

Agence du GNSS européen - GSA

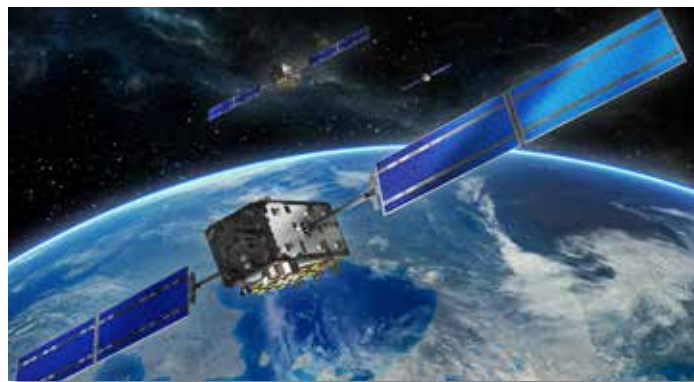
Mettre le spatiale au service des utilisateurs.

L'Europe ouvre de nouvelles voies pour la croissance économique et industrielle avec une nouvelle génération de systèmes globaux de navigation par satellite (GNSS), comme EGNOS et Galileo.

La GSA, une agence réglementaire de l'Union européenne, a pour mission de:

- Préparer la commercialisation et l'exploitation des systèmes, en vue d'en assurer le bon fonctionnement et de garantir une fourniture ininterrompue des services ainsi qu'un taux élevé de pénétration du marché;
- Garantir l'homologation de la sécurité du système ainsi que la mise en place et le fonctionnement des centres de contrôle de la sécurité de Galileo;
- Mener à bien d'autres tâches que lui confie la Commission européenne, telles que la gestion de la recherche et de l'innovation en matière de navigation par satellite dans le cadre du programme de recherche Horizon 2020 de l'Union Européenne, la promotion de nouveaux services et applications de navigation par satellite et la certification des composants du système.

En outre, par délégation de la Commission européenne, la GSA assure l'exploitation et la fourniture de services pour le programme EGNOS depuis 2014 et assumera ses mêmes responsabilités pour le programme Galileo à partir de 2017.



Grâce à son personnel qualifié et à l'expérience de celui-ci dans les secteurs public et privé, la GSA est bien placée pour contribuer à l'un des projets les plus importants et les plus ambitieux jamais entrepris par l'Union européenne. Soutenue par sa motivation et son savoir-faire, l'Agence est déterminée à faire en sorte que l'Europe atteigne les objectifs du GNSS et que les citoyens européens puissent en retirer les avantages.

Créée en 2004

Située à Prague, République tchèque

<http://www.gsa.europa.eu>

Agence européenne de contrôle des pêches - **AEC**

L'AEC défend les normes communes les plus élevées en matière de contrôle, d'inspection et de surveillance de la pêche dans le cadre de la politique commune de la pêche de l'Union européenne. Elle facilite la coopération opérationnelle entre les États membres et la Commission européenne. L'Agence contribue également à la coordination et à la coopération entre les activités nationales de contrôle et d'inspection et assiste la Commission et les États membres.



Grâce à l'AEC, quelque 9 000 inspections ont été coordonnées au niveau européen en 2013.

L'intervention de l'Agence est cruciale pour garantir une application plus uniforme des règles de l'UE et faire en sorte qu'elles soient effectivement respectées et appliquées. L'AEC renforce l'efficacité du contrôle en organisant des formations pour les inspecteurs et les fonctionnaires en matière de contrôle des pêches dans toute l'Union. Elle a mis au point le premier programme de cours de base sur l'inspection. Le module du guide de l'AEC sur l'inspection en mer et le manuel ont été distribués aux États membres et à la Commission européenne. Les systèmes de gestion des données de l'Agence contribuent également à renforcer la transparence et le respect des règles de la politique commune de la pêche de l'UE.

Créée en 2005

Située à Vigo (Espagne)

<http://www.efca.europa.eu>

Agence européenne de défense - **AED**

L'AED soutient les efforts de ses États membres en vue de renforcer leurs capacités de défense de manière concertée. L'Agence mène à bien et soutient des projets européens de défense basés sur la coopération, soutient la recherche et le développement technologique et stimule le renforcement de la base industrielle et technologique européenne en matière de défense.

L'AED publie des statistiques de tous les États membres dans le cadre de ses données annuelles sur la défense. Celles-ci procurent une vision d'ensemble du marché européen de la défense, en fournissant des informations sur les dépenses consacrées à la défense ainsi que sur celles allouées aux opérations, à la maintenance et aux effectifs.



Les opérations militaires au Kosovo et en Libye ont montré que les pays de l'UE n'ont pas de capacité de ravitaillement en vol. L'AED s'est vu confier la responsabilité de résoudre cette lacune à court, moyen et long terme. Afin d'optimiser la capacité existante, l'AED, l'Italie et le Centre de coordination des mouvements Europe (MCCE) ont organisé le premier essai collectif européen d'autorisation de ravitaillement en vol en septembre 2013 et un nouvel essai est programmé pour 2014. Le premier programme européen de formation au ravitaillement en vol s'est déroulé à Eindhoven en avril. Par ailleurs, l'AED soutient le regroupement de cinq pays en vue d'acheter un nouvel avion multi-rôles.

Créée en 2004

Située à Bruxelles (Belgique)

<http://www.eda.europa.eu>

Agence européenne de la sécurité aérienne - EASA

Le transport aérien est l'un des modes de transport les plus sûrs. Alors que l'essor du trafic aérien se poursuit, des efforts européens communs sont nécessaires pour garantir la sécurité et la durabilité du transport aérien. L'EASA élabore ces règles communes de sécurité et de protection de l'environnement. Elle surveille la mise en œuvre des normes par le biais d'inspections dans les États membres. L'Agence apporte également une expertise et une formation technique dans le domaine de l'aviation. Elle collabore avec les autorités aéronautiques nationales, qui ont chacune leur rôle à jouer dans l'aviation au sein de l'Union européenne.

Grâce à l'EASA, l'Europe centralise la procédure d'agrément des compagnies aériennes de pays tiers, qui réalisent des opérations commerciales de transport aérien dans l'espace aérien de l'UE. En d'autres termes, un agrément de sécurité unique est délivré par l'EASA et remplace les différents systèmes qu'utilisaient les États membres de l'EASA jusqu'ici. L'EASA n'évalue que la sécurité des compagnies aériennes étrangères. Les permis d'exploitation seront toujours délivrés par les autorités nationales.



La contribution de l'agence à la sécurité aérienne au sein de l'UE se reflète notamment dans le nombre très faible de victimes. En effet, depuis 2007, pas plus d'un accident mortel par an impliquant un avion exploité par un État membre de l'EASA n'a été recensé.

Créée en 2002

Située à Cologne (Allemagne)

<http://www.easa.europa.eu>

Agence européenne des médicaments - EMA



Collaborant avec les agences nationales des médicaments et la Commission européenne, l'EMA a un rôle unique à jouer dans la résolution de défis majeurs de santé publique comme le SIDA, le cancer, les troubles neurodégénératifs, tels que la maladie d'Alzheimer ou la maladie de Parkinson, et le diabète. Elle

contribue aussi dans une large mesure au développement de médicaments destinés aux enfants ou aux maladies rares, de thérapies innovantes, de médicaments à base de plantes et de médicaments vétérinaires.

L'EMA favorise l'excellence scientifique dans le domaine de l'évaluation et du contrôle des médicaments à usage humain et vétérinaire. Pour ce faire, elle rassemble l'expertise des agences nationales des médicaments, des hôpitaux et des milieux académiques. De plus en plus de patients et de professionnels de la santé participent au travail de l'Agence.

L'EMA a traité plus d'un million de rapports de réactions indésirables aux médicaments provenant de professionnels de la santé et de patients en 2013. Elle a recommandé l'autorisation de 81 médicaments en 2013, dont 16 étaient destinés au traitement du cancer. D'autres recommandations importantes ont été émises par l'Agence, comme celles concernant de nouveaux médicaments pour le traitement du sida, la tuberculose multirésistante, l'hépatite C et la varicelle. En matière de nouveaux médicaments vétérinaires, l'Agence a recommandé des vaccins contre la fièvre aphteuse et le virus du Nil occidental.

L'EMA coopère également étroitement avec d'autres agences de l'UE sur diverses questions scientifiques. En outre, par l'entremise de la Commission, elle entretient des liens opérationnels avec des partenaires internationaux s'occupant de questions en rapport avec les médicaments.

Créée en 1995

Située à Londres (Royaume-Uni)

<http://www.ema.europa.eu>

Agence européenne des produits chimiques - ECHA



L'ECHA œuvre à la sécurisation de l'utilisation des produits chimiques. L'Agence met en œuvre la législation de pointe de l'UE en matière de produits chimiques dans l'intérêt de la santé humaine et de l'environnement, mais aussi de l'innovation et de la compétitivité. Elle aide les entreprises à se conformer à la législation, rend l'usage des substances chimiques plus sûr, fournit des informations sur ces substances et s'occupe des substances chimiques préoccupantes.

Des milliers de substances chimiques ont déjà été enregistrées, ce qui fait du site web de l'ECHA la première source réglementaire d'information sur les produits chimiques du monde.

L'ECHA tient à jour une liste de substances extrêmement préoccupantes, comme des produits chimiques qui peuvent causer des cancers ou affectent la reproduction humaine. À l'avenir, ces substances pourraient nécessiter une autorisation préalable à leur utilisation et seront à terme retirées du marché. Cette perspective incite fortement les entreprises à trouver des alternatives plus sûres aux produits chimiques dangereux et à protéger ainsi la vie humaine et l'environnement.

Créée en 2007

Située à Helsinki (Finlande)

<http://echa.europa.eu>

Agence européenne pour l'environnement - AEE

L'AEE fournit des informations comparables, fiables et indépendantes sur l'état et les tendances de l'environnement en Europe à tous ceux qui participent à mettre au point, adopter, mettre en œuvre et évaluer la politique environnementale, ainsi qu'au grand public. L'Agence remplit cette mission en étroite coopération avec les organismes nationaux de protection de l'environnement réunis au sein du réseau européen d'information et d'observation pour l'environnement (EIONET).

La base de connaissances de l'AEE couvre un large éventail de sujets environnementaux, comme la qualité de l'air, la biodiversité, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, une consommation et une production durables, l'eau, l'utilisation des sols, l'économie verte, les déchets, les produits chimiques, l'environnement et la santé, sans oublier l'énergie.

À titre d'exemple, un récent rapport de l'AEE a conclu qu'en dépit des importantes améliorations de la qualité de l'air en Europe au cours des dernières décennies, plus de 90 % des personnes vivant en ville continuent de respirer un air contenant des polluants dans des concentrations supérieures aux directives de l'OMS.

Le rapport de l'AEE sur l'état et les tendances de l'environnement contribue à l'élaboration des politiques de l'UE en permettant de baser les nouvelles propositions législatives sur les meilleures informations disponibles. Des exemples récents de cette contribution de l'Agence sont le 7e programme d'action pour l'environnement et le train de mesures relatif à la pollution atmosphérique, qui repose sur des données et des évaluations fournies par l'Agence.



Créée en 1990

Située à Copenhague (Danemark)

<http://www.eea.europa.eu>

TRAVAILLENT POUR VOUS

Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne - **Frontex**

Selon les estimations, chaque année, plus de 700 millions de passagers franchissent les frontières extérieures de l'UE. L'un des principaux défis consiste, dès lors, à détecter les activités illicites sans toutefois créer des retards inutiles pour les autres voyageurs. Les contrôles aux frontières extérieures revêtent une importance d'autant plus grande qu'il n'y a pas de contrôles aux frontières intérieures entre les pays Schengen et que les pays membres de l'espace Schengen comptent sur la qualité des contrôles et de la surveillance des frontières réalisés par d'autres États membres.



Frontex aide les États membres de l'UE et les pays de l'espace Schengen, à l'intérieur duquel la circulation ne requiert pas de passeport, à gérer leurs

frontières extérieures ainsi qu'à renforcer la cohérence et l'harmonisation des contrôles aux frontières de l'UE. L'Agence facilite la coopération entre les autorités chargées de la gestion des frontières en apportant une expertise et un soutien technique chaque fois que nécessaire. Frontex favorise la solidarité entre les États membres en coordonnant l'aide fournie aux pays qui subissent des pressions disproportionnées à leurs frontières extérieures.

Pour ce faire, Frontex procède à une analyse de risques (analyse des tendances des passages non autorisés des frontières et d'autres types de criminalité transfrontière), conduit des opérations conjointes (coordination du déploiement de spécialistes et de matériel technique dans les zones frontalières qui en ont besoin), réagit rapidement (coordination du déploiement de courte durée d'équipes de gardes-frontières européennes à la demande des États membres), effectue des travaux de recherche et de développement (jette des ponts entre les autorités chargées du contrôle des frontières, les chercheurs et l'industrie), organise des formations (élabore des normes harmonisées de formation et de programmes d'étude), coordonne des retours conjoints (coordonne les vols de rapatriement conjoints de ressortissants de pays tiers pour les États membres) et partage les informations, ce qui permet des échanges de données fiables entre les autorités chargées des frontières.

Créée en 2004

Située à Varsovie (Pologne)

<http://www.frontex.europa.eu>

Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice - **eu-LISA**

eu-LISA garantit le fonctionnement ininterrompu, efficace et effectif des systèmes d'information à grande échelle qui assurent la sécurité, les droits et la libre circulation au sein de l'UE. L'agence apporte son expertise technique et opérationnelle afin que tout un chacun, depuis les citoyens de l'UE jusqu'aux ressortissants de pays tiers, soit libre de vivre, de travailler et de se déplacer comme il s'y est habitué et le souhaite. eu-LISA gère l'exploitation du système SIS II pour le partage d'information en matière pénale en vue de garantir la coordination des enquêtes sur des crimes dépassent les frontières nationales, le système d'information sur les visas (VIS) pour une gestion équitable et sûre des procédures de demandes de visa et d'entrée aux frontières, ainsi que le système Eurodac relatif au contrôle des demandes d'asile émanant de personnes pouvant avoir besoin d'une protection au titre des valeurs et des règles de l'UE.

Fin 2013, SIS II avait traité plus de 50 millions d'alertes. Le système VIS a enregistré plus de 4 millions de demandes de visa au cours de ses deux premières années d'existence alors qu'Eurodac a traité plus de 300 000 opérations concernant des demandeurs d'asile en 2013.



Récemment, eu-LISA a doublé la capacité de recherche de VIS en lui permettant de traiter jusqu'à 120 000 opérations à l'heure et elle met actuellement en place un système totalement nouveau en termes d'infrastructure, de logiciel et de recherche. L'Agence a également amélioré les contrôles techniques qui garantissent la sécurité des données à caractère personnel et le respect des règles.

Créée en 2012

Située à Tallinn (Estonie)

<http://eulisa.europa.eu>

Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail - **EU-OSHA**



La mission de l'EU-OSHA est de faire de l'Europe un lieu de travail plus sûr, plus sain et plus productif. Chaque année, plus de 4 000 travailleurs décèdent à la suite d'un accident du travail et plus de trois millions d'autres sont victimes d'un accident grave au travail. Parallèlement, 25 % des travailleurs déclarent que le travail a un effet essentiellement négatif sur leur santé. Les coûts pour les travailleurs,

les entreprises et les États membres de l'UE sont estimés à quelque 3 % du PIB.

Plus que jamais, la santé et la sécurité au travail (SST) constituent un secteur stratégique important et stimulant. À mesure que de nouveaux risques et de nouveaux domaines de travail apparaissent, que la démographie évolue et que l'Europe réagit à la crise économique, la nécessité d'une bonne SST, protégeant les travailleurs et rendant les entreprises plus rentables, se fait sentir de manière plus forte et plus pressante. Grâce à sa collaboration avec les gouvernements, les représentants des salariés et les petites et grandes entreprises, l'EU-OSHA suit une approche conjointe visant à promouvoir la SST en Europe.

Ses activités prospectives permettent à l'agence d'anticiper les changements et les risques nouveaux et émergents. Des instruments tels que son enquête ESENER auprès des entreprises lui permettent de dresser un tableau précis et complet des risques actuels en matière de SST. Dans le même temps, l'agence développe des outils destinés à améliorer la gestion de la SST, comme l'OIRA (outil interactif d'évaluation des risques en ligne).

Les campagnes de sensibilisation «Lieux de travail sains» de l'EU-OSHA sont devenues les plus importantes de ce type dans le monde. Quant à l'encyclopédie en ligne OSHwiki, elle offre une nouvelle approche en matière de mise en réseau des connaissances.

Créée en 1994

Située à Bilbao (Espagne)

<http://osha.europa.eu>

Agence européenne pour la sécurité maritime - **EMSA**

L'EMSA est chargée de garantir la sécurité et la sûreté du transport maritime grâce à l'assistance technique qu'elle apporte aux organes et aux États membres de l'UE lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de la législation de l'UE.

Elle offre un soutien opérationnel par l'intermédiaire de son service de détection par satellite des navires et des déversements d'hydrocarbures, de son système d'information et de suivi du trafic des navires et du centre de données LRIT de l'UE, qui suit les navires battant pavillon de l'UE par satellite. Les utilisateurs bénéficient d'un soutien 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 grâce aux services d'appui maritime de l'EMSA. L'Agence a également mis en place un réseau de plus de 15 navires de réserve pour la récupération des hydrocarbures et dispose du matériel et des ressources connexes pour couvrir l'ensemble des eaux de l'UE. Ces navires sont prêts à intervenir très rapidement en cas de pollution accidentelle majeure provoquée par des navires ou des installations pétrolières ou gazières. Ce système permet à l'Europe de réagir rapidement en cas d'incidents de pollution majeurs en dépit des ressources nationales différentes.



L'expérience acquise dans le traitement de diverses questions liées à la sécurité et à la sûreté a apporté à l'EMSA une connaissance approfondie des nombreux problèmes et des réalités pratiques à prendre en compte pour les résoudre. Les échanges fréquents avec les administrations maritimes, les sociétés de classification et les représentants du secteur constituent un atout précieux. En un an, l'EMSA a organisé 74 visites et inspections, 35 cours de formation pour 861 personnes et 50 ateliers ayant attiré près de 1 250 participants.

Créée en 2002

Située à Lisbonne (Portugal)

<http://www.emsa.europa.eu>

Agence ferroviaire européenne - AFE

La mission de l'AFE consiste à «améliorer le fonctionnement du système ferroviaire dans l'intérêt de la société» grâce à une interopérabilité technique renforcée et à une approche commune de la sécurité du système ferroviaire au sein de l'UE. L'Agence contribue par son travail à la création d'un «espace ferroviaire européen unique».



Dans le cadre de cet objectif général, à l'horizon 2020, l'AFE se concentre sur la mise en œuvre de quatre activités opérationnelles:

1. un cadre de sécurité harmonisé
2. la suppression des obstacles techniques
3. un système européen unique de communication et de contrôle des trains
4. un accès simplifié pour les clients.

L'AFE prépare de nouveaux actes législatifs et en actualise d'autres au sein de groupes de travail avec les parties prenantes, en vue de leur adoption par la Commission européenne, et elle propose d'autres formes de soutien technique à la Commission européenne. De plus, le travail de l'Agence est de plus en plus largement diffusé et facilite la mise en place du cadre développé pour le système ferroviaire. L'AFE surveille les progrès dans la voie de la réalisation des résultats souhaités.

Créée en 2004

Située à Valenciennes (France)

<http://www.era.europa.eu>

Autorité bancaire européenne - ABE

L'Autorité bancaire européenne maintient la stabilité financière dans l'UE en préservant l'intégrité et l'efficacité du secteur bancaire. Elle élabore des règles communes applicables à toutes les banques de l'UE et fournit des outils permettant aux contrôleurs de surveiller constamment les banques dans tout le marché unique.

Avec son recueil réglementaire unique, l'ABE contribue à l'harmonisation de la réglementation et aide à créer des conditions de concurrence équitable entre les 28 États membres, tout en promouvant la transparence et la stabilité. L'Autorité suit également l'évolution du marché afin de détecter les risques potentiels.

Par ailleurs, l'ABE soutient la grande restructuration actuelle des banques en vue de renforcer leurs activités et joue un rôle de premier plan dans l'exercice des tests de résistance à l'échelle de l'UE en définissant la méthodologie commune pour les tests de résilience des banques de l'UE en cas de crise financière.

Le mandat de l'ABE inclut également la protection des consommateurs de l'UE. L'ABE surveille les risques liés à l'innovation financière dans des secteurs clés pour les consommateurs, comme les crédits hypothécaires, les crédits, les produits d'épargne, les cartes de crédit et les services de paiement, sans oublier les nouvelles questions telles que les monnaies virtuelles.

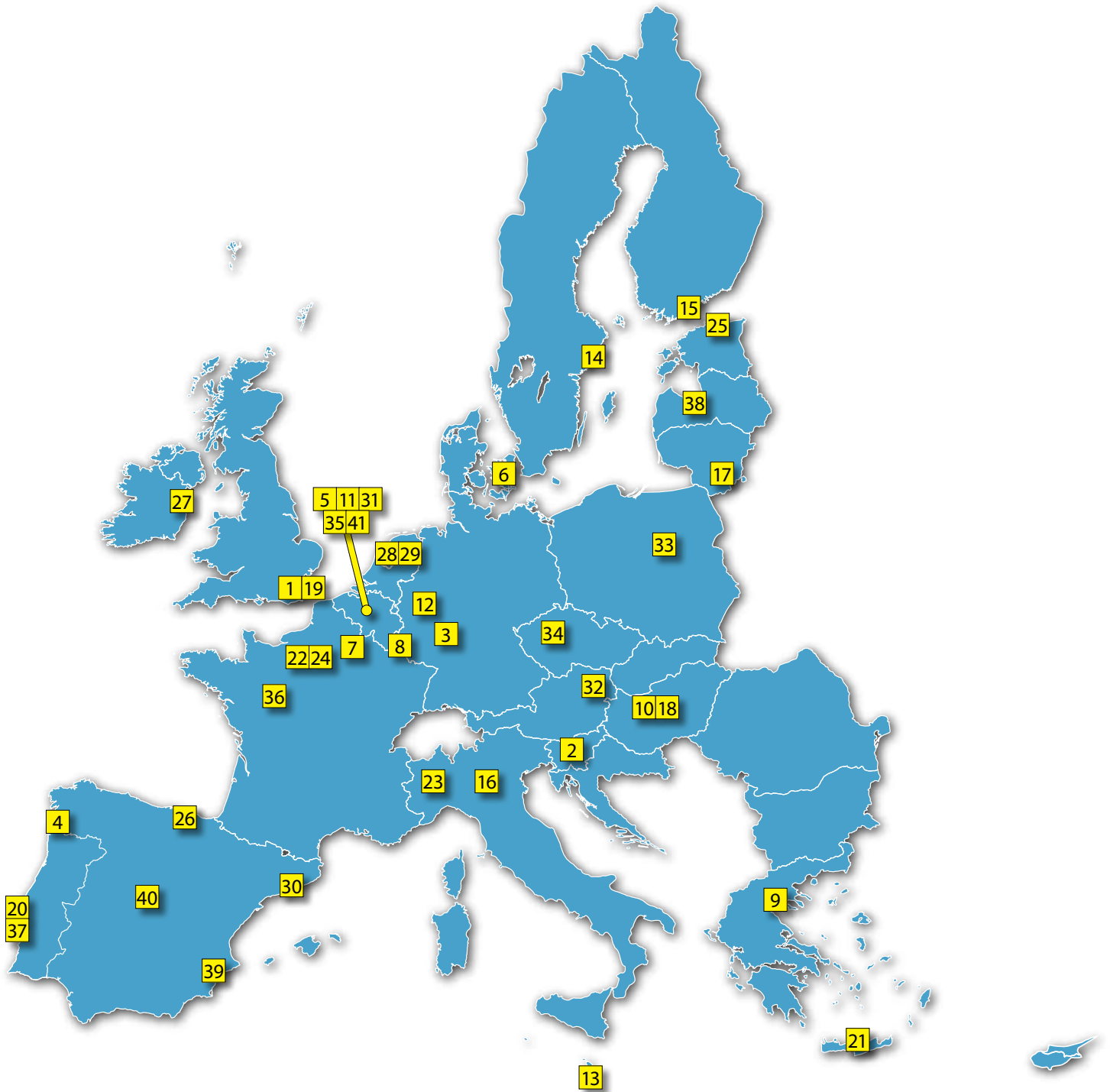


En veillant à la transparence et à une meilleure capitalisation des banques, l'ABE aide les investisseurs à apporter des fonds et fait en sorte que les banques se concentrent sur leur activité de base, à savoir fournir de l'argent aux particuliers et aux entreprises pour investir et se développer dans l'UE.

Créée en 2011

Située à Londres (Royaume-Uni)

<http://www.eba.europa.eu>



	page
1 . (ABE) - Autorité bancaire européenne	15
2 . (ACER) - Agence de coopération des régulateurs de l'énergie	8
3 . (AEAPP) - Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles	18
4 . (AECF) - Agence européenne de contrôle des pêches	10
5 . (AED) - Agence européenne de défense	10
6 . (AEE) - Agence européenne pour l'environnement	12
7 . (AFE) - Agence ferroviaire européenne	15
8 . (CdT) - Centre de traduction des organes de l'Union européenne	20
9 . (Cedefop) - Centre européen pour le développement de la formation professionnelle	21
10 . (CEPOL) - Collège européen de police	22
11 . (Clean Sky) - Entreprise commune Clean Sky	22
12 . (EASA) - Agence européenne de la sécurité aérienne	11
13 . (EASO) - Bureau européen d'appui pour l'Asile	19
14 . (ECDC) - Centre européen de prévention et de contrôle des maladies	20
15 . (ECHA) - Agence européenne des produits chimiques	12
16 . (EFSA) - Autorité européenne de sécurité des aliments	18
17 . (EIGE) - Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes	27
18 . (EIT) - Institut européen d'innovation et de technologie	26
19 . (EMA) - Agence européenne des médicaments	11
20 . (EMSA) - Agence européenne pour la sécurité maritime	14
21 . (ENISA) - Agence de l'Union européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information	8
22 . (ESMA) - Autorité européenne des marchés financiers	19
23 . (ETF) - Fondation européenne pour la formation	25
24 . (EUISS) - Institut d'études de sécurité de l'Union européenne	26
25 . (eu-LISA) - Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice	13
26 . (EU-OSHA) - Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail	14
27 . (Eurofound) - Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail	24
28 . (Eurojust) - Unité de coopération judiciaire de l'Union européenne	30
29 . (Europol) - Office européen de police	29
30 . (F4E) - Entreprise commune européenne pour ITER et le développement de l'énergie de fusion	23
31 . (FCH) - Entreprise commune Piles à combustible et Hydrogène	23
32 . (FRA) - Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne	9
33 . (Frontex) - Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne	13
34 . (GSA) - Agence du GNSS européen	9
35 . (IMI) - Initiative en matière de médicaments innovants	25
36 . (OCVV) - Office communautaire des variétés végétales	28
37 . (OEDT) - Observatoire européen des drogues et des toxicomanies	27
38 . (Office de l'ORECE) - Office de l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques	29
39 . (OHMI) - Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles)	28
40 . (SatCen) - Centre satellitaire de l'Union européenne	21
41 . (SESAR) - Entreprise commune SESAR	24

Autorité européenne de sécurité des aliments - EFSA

L'EFSA est chargée de veiller à la sécurité des aliments en Europe. Elle fournit des avis scientifiques objectifs et indépendants ainsi qu'une communication claire sur les risques existants et émergents liés aux aliments et à la sécurité des aliments, basés sur les informations et les connaissances scientifiques les plus actuelles. Elle apporte ainsi des bases solides aux politiques et à la législation européennes et contribue à ce que les organes et les États membres de l'Union adoptent des décisions efficaces et opportunes en matière de gestion des risques.

L'EFSA tend à l'ouverture et à la transparence dans toutes ses activités. Elle a été créée afin de garantir un niveau élevé de protection des consommateurs et de restaurer et maintenir la confiance dans la chaîne alimentaire de l'UE après les différentes crises liées à la sécurité des aliments survenues à la fin des années 1990. Le mandat de l'EFSA englobe l'ensemble de la chaîne alimentaire, de la ferme à l'assiette. L'Autorité se penche également sur les effets possibles sur la biodiversité et elle procède à des évaluations des risques pour l'environnement que représentent les cultures génétiquement modifiées, les pesticides, les additifs alimentaires et les organismes nuisibles.



Les avis de l'EFSA sous-tendent le système européen de sécurité des aliments. Celui-ci permet aux consommateurs européens d'être parmi les mieux protégés et les mieux informés au monde quant aux risques associés à la chaîne alimentaire. À titre d'exemple, la contribution majeure de l'EFSA aux mesures conjointes de l'UE a permis de réduire de près de moitié les cas de salmonellose chez l'homme entre 2004 et 2009. L'Autorité a fourni des avis scientifiques sur l'impact de la fixation d'objectifs de réduction de la salmonelle dans la volaille et a analysé les progrès de l'UE dans la réalisation de ces objectifs.

Créée en 2002

Située à Parme (Italie)

<http://www.efsa.europa.eu>

Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles - AEAPP



Les tâches principales de l'AEAPP consistent à soutenir la stabilité du système financier, à renforcer la transparence des marchés et des produits financiers et à protéger les assurés, les affiliés aux régimes de pension et les bénéficiaires. L'AEAPP surveille et décèle les tendances, les risques potentiels et les vulnérabilités découlant du niveau microprudentiel dans un contexte transfrontalier et transsectoriel.

L'Autorité a pour objectif de garantir un niveau élevé de la surveillance effective et cohérente dans le domaine des assurances et des pensions professionnelles. Elle tend à une harmonisation accrue et à l'application cohérente des règles applicables aux institutions et aux marchés financiers dans l'ensemble de l'UE. L'AEAPP s'efforce également de renforcer la surveillance des groupes transnationaux et de promouvoir une réaction européenne coordonnée de la surveillance des risques financiers potentiels. Compte tenu de l'importance accrue des normes internationales, l'AEAPP représente les superviseurs européens d'assurance, en faisant entendre la voix de l'Europe, notamment par son engagement aux côtés de l'Association internationale des superviseurs d'assurance (AICA).

L'AEAPP est un organe consultatif indépendant du Parlement européen, du Conseil de l'Union européenne et de la Commission européenne. L'Autorité fait également partie du système européen de surveillance financière (SESF), composé de trois autorités européennes de surveillance et du comité européen du risque systémique.

Créée en 2011

Située à Francfort (Allemagne)

<http://www.eiopa.europa.eu>

Autorité européenne des marchés financiers - ESMA

L'ESMA est le chien de garde du marché européen des valeurs mobilières. Elle renforce la protection des investisseurs ainsi que la stabilité et le bon fonctionnement des marchés financiers de l'UE.

Pour y parvenir, l'ESMA constitue un recueil unique de règles applicables aux marchés financiers de l'UE et veille à leur application cohérente et à la surveillance des marchés dans tous les États membres de l'UE. Elle surveille les grands établissements financiers européens, comme les agences de notation de crédit et les référentiels centraux, contribue à la stabilité financière et œuvre à la protection des investisseurs.

La réglementation solide et efficace des marchés de valeurs mobilières est capitale pour maintenir la confiance de leurs utilisateurs, lesquels, en fin de compte, contribuent à la croissance, à l'intégrité et à l'efficacité des marchés financiers et de l'économie de l'UE.

Le mandat de l'Autorité européenne des marchés financiers couvre un large éventail d'activités, comme la négociation de titres, la communication d'informations financières, le financement des entreprises, la gouvernance et la vente de fonds d'investissement, les agences de notation de crédit et les référentiels centraux.



Créée en 2011

Située à Paris (France)

<http://www.esma.europa.eu/>

Bureau européen d'appui pour l'Asile - EASO

L'EASO contribue à la mise en œuvre cohérente du régime d'asile européen commun. Il facilite, coordonne et renforce la coopération entre les États membres en matière d'asile. Le Bureau assure un soutien opérationnel, technique et pratique, qui comprend une contribution fondée sur des données factuelles en vue de l'élaboration de politiques et de législations à l'échelle de l'UE. L'EASO est un centre d'expertise en matière d'asile.



Signature du plan opérationnel avec la Bulgarie le 17 octobre 2013

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile améliore la qualité de la procédure d'asile en fournissant une formation et des informations harmonisées sur les pays d'origine des demandeurs d'asile. Ces informations sont essentielles pour les agents amenés à statuer sur des demandes d'asile. En 2013, le bureau a formé plus de 2 100 agents chargés de questions d'asile.

L'EASO fournit également une assistance sur mesure, soutient le renforcement des capacités et la relocalisation et met au point des outils de contrôle de la qualité. Il apporte une aide d'urgence aux États membres soumis à des pressions particulières en déployant un soutien et une assistance temporaires pour réparer ou reconstruire des systèmes d'asile et d'accueil. L'EASO a ainsi apporté un soutien opérationnel en Grèce, au Luxembourg, en Suède, en Italie, en Bulgarie et à Chypre.

Le Bureau partage des informations et des données ainsi que des analyses et des évaluations au sein de l'UE. Le système d'alerte rapide et de planification d'interventions de l'EASO, par exemple, fournit régulièrement une perspective et une analyse régionales des tendances en matière d'asile et des facteurs d'attraction/répulsion, ainsi que les scénarios de risques.

L'EASO soutient aussi la dimension extérieure du régime européen d'asile par le biais de partenariats avec des pays tiers visant à parvenir à des solutions communes. Cela inclut le développement des capacités, des programmes de protection régionaux et la coordination des actions de réinstallation des États membres.

Créé en 2010

Situé à La Valette (Malte)

<http://www.easo.europa.eu>

Centre de traduction des organes de l'Union européenne - Cdt



Rapprocher l'Europe de ses citoyens est le but ultime de tous les services de traduction de l'UE. Le Centre de traduction y contribue en fournissant des traductions à la quarantaine d'agences décentralisées de l'UE, réparties sur l'ensemble du territoire européen. L'expérience prouve qu'un seul centre spécialisé est une solution pratique et rentable pour répondre aux besoins de traduction de tous ces organes qui sont actifs dans les domaines les plus variés.

Établi à Luxembourg depuis 1995, le Centre de traduction emploie aujourd'hui près de 200 personnes, dont un peu plus de la moitié sont des traducteurs.

En 2013, le Centre a traduit 804 986 pages. Mises bout à bout, ces pages relieraient Luxembourg et Bruxelles!

Le Centre a lancé en 1999 un projet visant à fusionner toutes les ressources terminologiques de l'UE. Ce projet a été mené en coopération avec tous les services linguistiques de l'UE et a donné naissance à IATE, qui est aujourd'hui la plus grande base terminologique du monde, avec plus de 8,7 millions d'entrées dans les 24 langues officielles de l'UE. La base de données IATE, qui est gérée par le Centre de traduction, est régulièrement mise à jour par tous les services linguistiques de l'UE. Le site Internet (<http://iate.europa.eu>), librement accessible au public, traite plus de 250 000 recherches par jour en provenance du monde entier.

Créé en 1994

Situé à Luxembourg (Luxembourg)
<http://www.cdt.europa.eu>

Centre européen de prévention et de contrôle des maladies - ECDC

L'ECDC renforce la protection de l'Europe contre les maladies infectieuses. Le Centre rassemble, analyse et diffuse des données sur plus de 50 maladies contagieuses. En sa qualité d'agence européenne de la santé publique, l'ECDC met la science à la portée des décideurs. En effet, l'une des tâches principales du Centre consiste à fournir des avis et des orientations scientifiques aux États membres. L'ECDC soutient le système d'alerte précoce et de réaction (SAPR) de l'UE, qui recense les éventuelles menaces pour la santé publique 365 jours par an. Le Centre présente une synthèse de ses principales conclusions dans son bulletin hebdomadaire d'information en ligne.



L'ECDC organise également des actions variées de formation et de planification des interventions à l'intention des États membres et apporte, sur demande, un soutien technique pratique à la Commission européenne et aux États membres.

La Journée européenne de sensibilisation au bon usage des antibiotiques est un exemple d'initiative sanitaire importante menée au niveau de l'Union. Elle a pour but d'offrir une plateforme et un soutien aux campagnes nationales relatives à l'usage prudent des antibiotiques. Depuis 2008, le nombre de pays européens qui participent à cette journée de sensibilisation augmente d'année en année, de sorte qu'en 2013, 45 pays ont organisé des événements et des campagnes nationales au cours de la semaine du 18 novembre dans le cadre de cette initiative.

Créé en 2005

Situé à Stockholm (Suède)
<http://www.ecdc.europa.eu>

Centre européen pour le développement de la formation professionnelle - **Cedefop**

Les recherches, les analyses et les prévisions du Cedefop aident la Commission européenne, les États membres et les partenaires sociaux à décider de la façon dont l'enseignement et la formation professionnels (EFP) doivent répondre aux besoins en mutation du marché du travail. Les prévisions en termes de besoins de compétences élaborées par le Cedefop montrent que d'ici à 2025, près de 90 % des opportunités d'emploi dans l'UE consisteront à remplacer des personnes qui quittent leur emploi, dont un grand nombre partira à la retraite au cours des dix prochaines années. La main-d'œuvre européenne vieillissante est de plus en plus qualifiée, mais les emplois deviennent de plus en plus exigeants. Les rapports du Cedefop sur les réformes des systèmes de formation montrent comment les États membres font face à ces réalités et l'expertise que le Centre leur apporte. Le Cedefop aide ainsi les États membres à collaborer afin de promouvoir et d'améliorer la formation par l'apprentissage.



Le Cedefop élabore et contribue à mettre en œuvre des outils européens communs destinés à mieux faire comprendre les compétences et les qualifications des citoyens d'un pays à l'autre. Des instruments tels que le cadre européen des qualifications, le supplément au diplôme

et le supplément descriptif EUROPASS établissent une correspondance entre, d'une part, les diplômes universitaires et autres diplômes et, d'autre part, les qualifications dans d'autres pays. Plus de 40 millions de CV Europass ont été générés en ligne depuis 2005, dont 8,7 millions rien qu'en 2013, de plus en plus de gens y recourant pour mieux faire comprendre leurs compétences à des employeurs potentiels.

Créé en 1975

Situé à Thessalonique (Grèce)

<http://www.cedefop.europa.eu>

Centre satellitaire de l'Union européenne - **SatCen**



Le SatCen soutient la prise de décisions en matière de politique étrangère et de sécurité commune de l'UE en fournissant des produits et des services de renseignements géospaciaux, notamment par le biais de l'analyse des données acquises par les satellites d'observation de la terre. Il prévient les décideurs politiques de potentiels crises afin de leur permettre de prendre les mesures humanitaires, économiques et diplomatiques opportunes, y compris la planification générale d'interventions.

Le Centre répond aux demandes émanant de différents utilisateurs, tels que le Service européen pour l'action extérieure, les États membres, la Commission européenne ainsi que des pays tiers et des organisations internationales, comme les Nations unies.

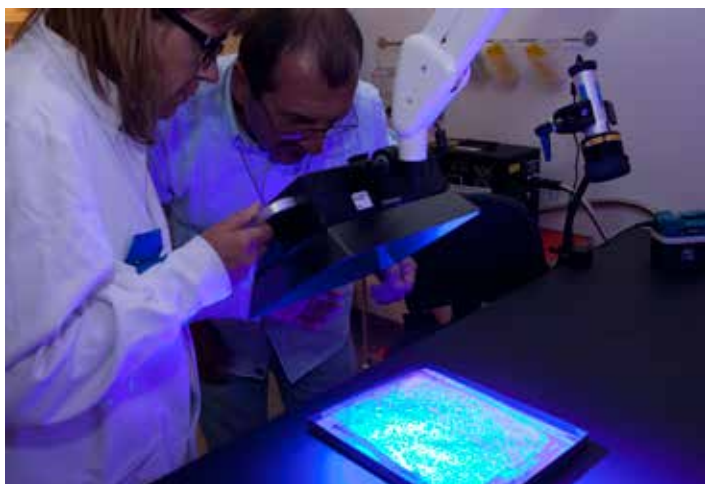
Le Conseil de l'Union européenne a ainsi demandé au SatCen en 2013 d'initier un suivi de la crise en Syrie afin de soutenir des missions des Nations unies (NU) en Syrie, comme sa mission de supervision, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), la mission conjointe des NU et la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement. Les rapports concernaient, par exemple, les points de passage des frontières, les camps de réfugiés, le transport, les évacuations, l'évaluation des dégâts et l'inspection et la vérification de la destruction des armes chimiques en Syrie.

Créé en 2002

Situé à Madrid (Espagne)

<http://www.satcen.europa.eu>

Collège européen de police - CEPOL



Le CEPOL organise des activités de formation et d'apprentissage pour les hauts responsables des services de police sur des questions vitales pour la sécurité de l'UE et de ses citoyens. Les formations sont organisées en fonction des priorités décidées par le Conseil de l'Union européenne. Elles couvrent un large éventail de sujets allant du leadership aux techniques répressives et de la coopération européenne à la criminalité économique. Les activités sont conçues pour faciliter l'échange de connaissances et de meilleures pratiques et contribuer à mettre en place une culture européenne commune en matière d'application de la loi.

Les responsables des services de police et les policiers de terrain peuvent choisir entre des cours, des séminaires ou des conférences ou encore apprendre par le biais de ressources en ligne, comprenant des séminaires et des modules de formation en ligne. Le programme européen d'échange pour les policiers, qui propose des échanges bilatéraux et des visites de groupes d'étude, est ouvert aux responsables des services de police, aux commandants, aux formateurs et aux chercheurs. Le CEPOL fournit également des outils aux formateurs, comme des programmes de cours communs sur les outils de coopération policière européenne et sur les menaces paneuropéennes de la criminalité, qui peuvent être intégrés dans les programmes de formation policière nationaux.

Tous les participants ont accès au réseau électronique du CEPOL, qui contient des ressources permettant de prolonger et d'approfondir l'expérience d'apprentissage. En 2013, le CEPOL a mené à bien 103 activités de formation pour plus de 8 200 participants.

Créé en 2005 (2001)

Situé à Budapest (Hongrie)

<http://www.cepola.europa.eu>

Entreprise commune Clean Sky - Clean Sky

L'entreprise commune Clean Sky a pour but de réduire sensiblement l'incidence de l'aviation sur l'environnement en développant des technologies de pointe à l'horizon 2020. Ses objectifs sont, entre autres, une réduction de moitié des nuisances sonores extérieures et des émissions de CO₂ en diminuant considérablement la consommation de carburant, une réduction de 80 % des émissions d'oxyde d'azote et la mise en place d'un cycle de vie du produit sans impact sur l'environnement, depuis la conception jusqu'à la fabrication sans oublier la maintenance et l'élimination ou le recyclage des déchets.

Clean Sky est un partenariat public-privé conclu entre la Commission européenne et le secteur aéronautique européen. Cette entreprise commune regroupe des leaders de l'aéronautique, des PME, des universités et des instituts de recherche dans le but de développer et de produire les technologies aéronautiques du futur. En octobre 2013, près de 40 % des bénéficiaires des fonds de Clean Sky étaient des PME européennes, contribuant ainsi à la croissance et à l'emploi dans le secteur européen de la recherche et de l'innovation.



Modèle de réussite incontestable, Clean Sky a conduit au lancement d'un programme plus ambitieux baptisé Clean Sky 2, dont le budget total avoisine les 4 milliards d'euros. Ce programme vise à atteindre un niveau accru d'intégration technologique et à accroître la maturité des systèmes intégrant ces nouvelles technologies. Ce sera le programme de recherche et

de développement aéronautiques le plus vaste et le plus ambitieux jamais entrepris en Europe, preuve manifeste de la valeur ajoutée de Clean Sky.

Créée en 2008

Située à Bruxelles (Belgique)

<http://www.cleansky.eu>

Entreprise commune européenne pour ITER et le développement de l'énergie de fusion (Fusion for Energy) - F4E

F4E est l'organisation européenne chargée de gérer la contribution de l'Europe au projet ITER, le plus grand partenariat scientifique du monde visant à démontrer que la fusion est une source d'énergie viable et durable.



ITER réunit sept parties, qui représentent 80 % du PIB mondial et 50 % de la population mondiale, à savoir l'Europe, la Russie, le Japon, la Chine, l'Inde, la Corée du Sud et les États Unis. En tant qu'hôte du projet ITER, l'Europe contribue aux coûts à hauteur de 50 %.

F4E soutient également la recherche sur la fusion dans le cadre de l'accord sur l'approche élargie, un partenariat sur l'énergie de fusion signé avec le Japon pour une durée de 10 ans.

À terme, F4E contribuera à la construction de réacteurs de fusion de démonstration.

De nombreux contrats seront attribués par F4E pour la fabrication des composants d'ITER et le développement des technologies de fusion. Pour accroître la compétitivité de l'Europe et stimuler la croissance et l'emploi, F4E a élaboré une politique industrielle visant à aider l'industrie, les PME et les laboratoires de fusion européens à participer et à exploiter pleinement leur potentiel.

Créée en 2007

Située à Barcelone (Espagne)

<http://fusionforenergy.europa.eu>

Entreprise commune Piles à combustible et Hydrogène - FCH

L'entreprise commune FCH est un partenariat public-privé unique entre la Commission européenne, d'une part, et l'industrie et les communautés de recherche sur les piles à combustible et l'hydrogène, d'autre part. Elle a pour objet d'accélérer l'introduction sur le marché des technologies liées aux piles à combustible et à l'hydrogène. Les piles à combustible, en tant que technologie de transformation efficace, et l'hydrogène, en tant que support d'énergie propre susceptible d'être générée à partir de sources d'énergie renouvelables, possèdent un potentiel considérable. Ils peuvent contribuer à réduire les émissions de dioxyde de carbone et la dépendance de l'Europe envers les combustibles fossiles et à créer de la croissance et des emplois en Europe.

L'entreprise commune FCH a développé une plateforme européenne réelle, solide, fiable et déterminée pour la recherche et le développement de technologies basées sur les piles à combustible et l'hydrogène. L'industrie, les chercheurs et les fonctionnaires européens, nationaux et locaux peuvent tous agir pour exploiter la technologie afin de relever des défis environnementaux et socioéconomiques majeurs.

Dans le cadre du 7e programme-cadre de l'UE pour la recherche, l'entreprise commune FCH a soutenu 155 projets faisant intervenir plus de 530 bénéficiaires. Près de 60 % des fonds sont destinés à l'industrie européenne et 26 % aux PME. L'entreprise commune représente aussi un noyau regroupant les principaux acteurs de la chaîne d'innovation dans le domaine des piles à combustibles et de l'hydrogène, qui soutient le déploiement de plus de 260 voitures roulant à l'hydrogène, 74 autobus à hydrogène, 20 bornes de recharge de véhicules à hydrogène, 400 chariots de manutention à hydrogène et 1 000 microsystemes résidentiels de cogénération en Europe.



Créée en 2008

Située à Bruxelles (Belgique)

<http://www.fch-ju.eu>

Entreprise commune SESAR - **SESAR**



En tant que pilier technologique de la politique du «ciel unique européen» de la Commission européenne, le projet SESAR a pour but de moderniser le système vieillissant de gestion du trafic aérien (ATM) afin de garantir une chaîne de valeur continue du secteur aéronautique. Le projet est géré par l'entreprise commune SESAR, un partenariat public-privé regroupant les connaissances et les ressources de l'ensemble de la communauté ATM européenne.

SESAR sera doté d'un budget de 1,5 milliard d'euros jusqu'en 2024, dont 500 millions seront apportés par l'Union européenne. Le reste sera pris en charge à parts égales par Eurocontrol et l'industrie. 85 millions d'euros supplémentaires sont alloués à des activités de recherche exploratoire, ??? conçues pour attirer les universités, les institutions publiques, les PME et l'industrie.

À ce jour, le programme a réuni plus de 3 000 experts dans le but de développer des solutions pour résoudre la fragmentation du système ATM européen grâce à la recherche et au développement. SESAR a également élaboré une feuille de route complète et coordonnée pour la recherche (Plan directeur ATM européen) et propose des solutions concrètes, prêtes à être déployées, pour répondre aux besoins commerciaux de l'industrie ATM.

Les principales réalisations du projet sont les suivantes:

- premier vol mondial en quatre dimensions (3D + temps) pour améliorer l'échange d'informations sur les trajectoires de bout en bout
- services de tour à distance afin de permettre l'accessibilité des régions d'Europe et de stimuler les économies régionales
- boîte à outils complète pour renforcer la sécurité sur les pistes d'aéroport
- acheminement libre pour réduire la durée des vols et les émissions.

Créée en 2007

Située à Bruxelles (Belgique)

<http://www.sesarju.eu/>

Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail - **Eurofound**

Le rôle d'Eurofound consiste à fournir des informations dans le domaine des politiques sociales et liées au travail en vue de contribuer à la planification et à l'élaboration de meilleures conditions de vie et de travail en Europe.

À titre d'exemple, la recherche menée en 2013 par Eurofound sur les jeunes sans emploi, sans éducation et sans formation (NEET) a estimé la perte économique de ce désengagement du marché du travail à quelque 162 milliards d'euros, soit 1,26 % du PIB européen.

La recherche dans ce domaine a été largement diffusée aux principaux décideurs européens et nationaux et a été citée dans divers documents stratégiques de l'UE, depuis l'initiative de la Commission européenne sur la «Garantie européenne pour la jeunesse» jusqu'à la recommandation approuvée par le Conseil et le Parlement européen, en passant par le cadre d'actions pour l'emploi des jeunes adopté par les partenaires sociaux européens.

Parmi les autres faits saillants du travail d'Eurofound, on peut citer ses trois enquêtes paneuropéennes sur les conditions de travail, la qualité de la vie et les pratiques des entreprises. Grâce à son réseau de correspondants dans tous les États membres, Eurofound est en mesure de compléter sa recherche originale approfondie avec des données comparatives en temps utile en provenance de toute l'Union. Les résultats sont présentés par l'intermédiaire de ses observatoires en ligne, à savoir EurWork et l'Observatoire européen du changement (EMCC). La structure tripartite d'Eurofound sous-tend l'ensemble de ses activités.



Créée en 1975

Située à Dublin (Irlande)

<http://www.eurofound.europa.eu>

Fondation européenne pour la formation - ETF

L'ETF collabore avec des pays de toute l'Union européenne afin d'améliorer leur système d'enseignement et de formation professionnels, parce que la connaissance et les compétences sont le moyen de parvenir à une vie plus prospère et plus épanouissante pour tous. La Fondation a pour objectif de faire de l'enseignement et de la formation professionnels le moteur d'un apprentissage tout au long de la vie et d'un développement durable, en insistant tout particulièrement sur la compétitivité et la cohésion sociale.



Dans le monde actuel, l'éducation et la formation sont essentiels pour relever nombre de défis politiques, sociaux et économiques. Cette réalité est non seulement valable dans les États membres de l'Union, mais aussi dans les pays voisins. En concluant des partenariats entre l'UE et ses voisins, l'ETF contribue à avancer dans la voie d'une croissance économique durable et de l'inclusion sociale.

La Fondation collabore avec les pays afin que leurs citoyens disposent de compétences utiles pour la croissance, l'emploi et la citoyenneté active, ainsi que de connaissances et de possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Elle soutient les institutions de pays partenaires pour qu'ils apprennent à gérer eux-mêmes le développement de leur capital humain. L'ETF encourage la création de réseaux et le partage d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques entre l'UE et les pays partenaires et entre pays partenaires.

L'ETF collabore avec 30 pays partenaires dans le cadre de la politique de voisinage de l'UE, ce qui représente près de 600 millions d'habitants. Depuis 1994, la Fondation a apporté son concours au développement du capital humain dans 43 pays voisins. Treize d'entre eux ont rejoint les rangs de l'UE depuis 2004.

Créée en 1994

Située à Turin (Italie)

<http://www.etf.europa.eu>

Initiative en matière de médicaments innovants - IMI

L'initiative en matière de médicaments innovants (IMI) œuvre à améliorer la santé en accélérant la mise au point et l'accès des patients à de nouveaux traitements, notamment dans des domaines où la demande n'est pas satisfaite. Pour fonctionner, l'entreprise commune IMI met en place des collaborations entre des acteurs majeurs de la recherche dans le domaine de la santé, à savoir des universités, l'industrie pharmaceutique et d'autres secteurs, des petites et moyennes entreprises (PME), des organisations de patients et des autorités réglementaires en matière de médicaments.

Cette approche a connu un franc succès et des projets IMI livrent des résultats enthousiasmants qui contribuent à des avancées dans la mise au point de nouveaux traitements dans différents domaines: la génération de cellules bêta pancréatiques chez l'homme (les cellules dont le dérèglement est responsable du diabète) – une première mondiale; un simple test informatique qui prédit si un médicament potentiel sera dangereux pour le cœur; la découverte de la réversibilité de certains changements au niveau du cerveau qui sont associés à l'autisme; un dispositif à ultrasons révolutionnaire capable d'identifier les patients avec un risque imminent de crise cardiaque ou d'accident vasculaire cérébral (objet d'une demande de brevet); un réseau clinique paneuropéen destiné à tester de nouveaux antibiotiques; de nouveaux outils pour évaluer les bénéfices et les risques des médicaments; des cours afin de former la prochaine génération d'experts en mise au point de médicaments.



L'IMI est un partenariat public-privé entre l'UE et la Fédération européenne des associations de l'industrie pharmaceutique, doté d'un budget de 3,3 milliards d'euros pour la période 2014-2024.

Créé en 2008

Situé à Bruxelles (Belgique)

<http://imi.europa.eu>

Institut d'études de sécurité de l'Union européenne - EUISS



L'EUISS est l'agence de l'Union européenne consacrée à l'analyse des questions de politique étrangère, de sécurité et de défense. Elle a pour but de forger une culture de sécurité commune pour l'Union européenne, de soutenir l'élaboration et la projection de la politique étrangère de l'UE et d'enrichir le débat stratégique à l'intérieur et hors de l'Europe. L'EUISS fait désormais partie intégrante des nouvelles structures qui sous-tendent le développement de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE.

La mission principale de l'Institut est de fournir des analyses et des plateformes de discussion utiles et pertinentes pour la formulation de la politique de l'UE. Dans l'accomplissement de cette mission, il agit également comme une interface entre les experts et les décideurs européens à tous les niveaux.

La publication phare de l'Institut est sa série de Cahiers de Chaillot, qui est basée sur des recherches approfondies et ciblées. L'Institut publie également un Yearbook of European Security (YES), ainsi que des rapports et des publications plus courtes, appelées Briefs et Alerts, sur des sujets et des régions qui sont au centre de sa mission.

Créé en 2002

Situé à Paris (France)

<http://www.eiss.europa.eu/>

Institut européen d'innovation et de technologie - EIT

L'EIT stimule l'innovation et l'esprit d'entreprise en Europe dans le but de relever certains des principaux défis de l'UE. Il rassemble des établissements d'enseignement supérieur, des laboratoires de recherche et des entreprises de premier plan en vue de créer des partenariats transfrontières dynamiques baptisés «communautés de la connaissance et de l'innovation» (CCI). Ces communautés mettent au point des produits et des services innovants, créent de nouvelles entreprises et forment une nouvelle génération d'entrepreneurs.

À ce jour, trois de ces communautés ont été mises en place sur le climat, les technologies de l'information et de la communication et l'énergie et rassemblent plus de 480 partenaires. Grâce au modèle de financement unique de l'EIT, chaque euro du budget de l'Union est investi et génère un investissement supérieur en provenance d'autres sources. Les 300 millions d'euros investis par l'EIT dans les activités des CCI entre 2010 et 2013 ont abouti à 78,5 % de financement extérieur.



Les communautés de l'EIT se développent en centres européens d'innovation florissants. Depuis 2011, ils ont créé 18 points chauds de l'innovation (centres de colocation) en Europe, ont reçu plus de 12 000 demandes de participation à des programmes d'études labélisés EIT (soit plus de 12 candidats par place proposée), ont incubé plus de 440 idées commerciales, ont créé 75 jeunes pousses, ont contribué à 164 transferts et adoptions de connaissances et ont donné naissance à 61 nouveaux produits et services.

L'EIT crée de l'innovation!

Créé en 2008

Situé à Budapest (Hongrie)

<http://eit.europa.eu>

Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes - EIGE



Alors même que l'égalité entre les hommes et les femmes est l'un des principes fondamentaux de l'Union européenne depuis sa création, on observe toujours un déficit démocratique clair et avéré en termes de participation des femmes au processus décisionnel de l'UE. L'indice d'égalité entre les sexes de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) montre qu'en dépit des engagements forts exprimés par les organes et les États membres de l'UE, l'Union européenne n'est qu'à mi-chemin d'une société respectueuse de l'égalité des sexes. Afin de soutenir l'élaboration de politiques plus éclairées, l'EIGE contribue à la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes en Europe en mettant son expertise de haut niveau à la disposition de la Commission européenne, des États membres, du Parlement européen et des pays candidats. L'EIGE aide, par exemple, les présidences de l'UE à analyser et à développer les indicateurs des Nations unies, élaborés dans le cadre du programme d'action de Pékin, et sa recherche relative à la violence fondée sur le genre.

L'EIGE a été établi pour contribuer au renforcement de la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, notamment à l'intégration de la dimension de genre dans toutes les politiques européennes et dans les politiques nationales qui en découlent, à la lutte contre la discrimination fondée sur le sexe et à la sensibilisation des citoyens de l'UE à l'égalité entre les hommes et les femmes. L'égalité entre les hommes et les femmes est un droit fondamental, un principe commun et une valeur de base de l'Union européenne. Dès lors, l'objectif de l'EIGE est de faire de l'égalité entre les hommes et les femmes une réalité pour tous les citoyens d'Europe et d'ailleurs. Pour que cet objectif se transforme en réalité, l'EIGE doit devenir un centre d'excellence et un pionnier en élaborant des données factuelles fiables, en collectant des informations et en partageant des expériences et des avis d'expert utiles sur l'égalité entre les sexes.

Créé en 2010

Situé à Vilnius (Lituanie)

<http://eige.europa.eu>

Observatoire européen des drogues et des toxicomanies - OEDT

L'OEDT est la principale source et autorité reconnue sur le phénomène des drogues en Europe. Depuis plus de 20 ans, l'Observatoire collecte, analyse et diffuse des informations scientifiquement probantes sur les drogues et les toxicomanies ainsi que sur leurs conséquences et fournit à ses différents publics une vue d'ensemble factuelle sur l'état du phénomène de la drogue en Europe.

Ce type d'information est vital pour aider l'Europe à comprendre et à résoudre les problèmes liés à la drogue. L'Observatoire apporte aujourd'hui aux décideurs politiques les données dont ils ont besoin pour élaborer des lois et des stratégies éclairées et il aide les professionnels et les acteurs de terrain à cibler les meilleures pratiques et les nouveaux domaines de recherche.

L'une des tâches principales de l'Observatoire est de détecter les nouvelles drogues qui apparaissent sur le marché européen



(c) iStock

et sont susceptibles de présenter des risques pour les citoyens. En coopération avec les organes et les États membres de l'UE, l'OEDT mène des activités d'alerte précoce et d'évaluation des risques pouvant ouvrir la voie à des contrôles légaux. À ce jour, l'OEDT et ses partenaires ont découvert plus de 350 substances non contrôlées apparues pour la première fois en Europe. Plus de 80 nouvelles drogues ont été recensées pour la seule année 2013.

L'OEDT a également contribué à la création d'observatoires nationaux des drogues en Europe, lesquels jouent un rôle crucial dans la collecte et l'interprétation des données. Ce réseau d'information paneuropéen (Reitox) participe à l'activité de base de l'agence, qui consiste à récolter des informations cohérentes et harmonisées sur les drogues afin d'élaborer les politiques idoines.

Créé en 1993

Situé à Lisbonne (Portugal)

<http://www.emcdda.europa.eu>

Office communautaire des variétés végétales - **OCVV**



L'OCVV stimule l'innovation dans le domaine de la création de variétés végétales en traitant les demandes de protection d'obtentions végétales le plus efficacement possible à un coût raisonnable. L'Office gère le système communautaire de protection des obtentions végétales. Il octroie des droits de propriété intellectuelle aux obtenteurs de nouvelles variétés végétales pour une période de 25 à 30 ans. Il élabore également des principes directeurs et offre son assistance aux parties prenantes dans l'exercice de ces droits.

Le système de protection des variétés végétales de l'UE est aujourd'hui le plus important de ce type dans le monde, avec plus de 50 000 demandes traitées depuis 1995. Plus de 39 000 obtentions végétales sont protégées dans l'UE. En outre, l'OCVV s'autofinance et ne bénéficie d'aucun fonds de l'UE, puisque les taxes versées par les demandeurs couvrent les frais de fonctionnement de l'agence.

Dans le passé, les bénéficiaires devaient présenter leurs demandes dans la langue de chaque État membre de l'UE et acquitter des taxes dans chaque pays. Grâce à l'OCVV, une demande rédigée dans l'une des langues officielles de l'UE octroie un droit de propriété intellectuelle valable dans les 28 États membres. La simplification de la procédure administrative et la réduction des taxes globales à acquitter se sont révélées très attrayantes pour les bénéficiaires. Le droit exclusif octroyé leur permet de percevoir des redevances qu'ils peuvent réinvestir dans la création de nouvelles variétés, qui profitent tant aux producteurs qu'au grand public.

Créé en 1995

Situé à Angers (France)

<http://www.cpvo.europa.eu>

Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) - **OHMI**

L'OHMI protège la propriété intellectuelle des industries, des entreprises et des particuliers, qui créent des emplois et la croissance économique. Un tiers de tous les emplois de l'UE est créé par des industries à forte teneur en propriété intellectuelle. Ces mêmes industries représentent 90 % des exportations et 39 % du PIB de l'UE.

Le travail de l'Office soutient et consolide le marché unique et contribue à protéger les idées et l'innovation des entreprises dans l'UE. L'OHMI gère deux droits de propriété intellectuelle importants dans l'UE: la marque communautaire et le dessin ou modèle communautaire enregistré.

La demande de protection de la propriété intellectuelle dans l'UE connaît une forte demande. En effet, l'Office a reçu près de 1,2 million de demandes d'enregistrement de marques en provenance de quasiment chaque pays et territoire du monde depuis le début de ses activités d'enregistrement voici 18 ans. Il a également reçu quelque 800 000 dépôts de dessins ou modèles en un peu plus d'une décennie.

L'OHMI constitue des bases de données en ligne gratuites contenant des millions de marques, de dessins et de modèles du monde entier dans le cadre du réseau européen des marques, dessins et modèles, et met les informations sur les marques, dessins et modèles à la disposition des usagers. Il travaille en partenariat avec les offices nationaux de l'UE et des groupes d'usagers pour construire un environnement de propriété intellectuelle moderne et solide en Europe.



L'OHMI soutient également la lutte contre la piraterie et la contrefaçon et accueille depuis 2012 l'Observatoire européen des atteintes aux droits de propriété intellectuelle.

Créé en 1994

Situé à Alicante (Espagne)

<http://oami.europa.eu>

Office de l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques - **Office de l'ORECE**



L'Office de l'ORECE est chargé de fournir des services de soutien professionnel et administratif à l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques (ORECE), qui représente les 28 autorités réglementaires nationales dans le domaine des communications électroniques.

L'ORECE conseille la Commission européenne et assiste le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne sur des aspects relatifs à l'application du cadre réglementaire de l'UE pour les communications électroniques. L'ORECE œuvre également pour garantir l'existence de conditions de concurrence équitables et pour harmoniser la réglementation du marché intérieur des communications électroniques dans l'intérêt des consommateurs européens.

En particulier, l'ORECE rend des avis sur des défis émergents, comme la promotion de la communication à large bande, la neutralité de l'Internet, les marchés convergents ou l'itinérance, et joue un rôle actif dans les discussions en cours sur ces questions.

En outre, l'ORECE rend des avis sur les définitions des marchés, des analyses et l'imposition de mesures correctives, la définition des marchés transnationaux, les litiges transfrontaliers et des questions liées à certains numéros d'appel.

L'Office de l'ORECE exerce ses fonctions sous la direction de l'ORECE.

Créé en 2010

Situé à Riga (Lettonie)

<http://www.berec.europa.eu>

Office européen de police - **EUROPOL**

Les experts d'Europol soutiennent et coordonnent des opérations répressives internationales portant sur divers domaines de la criminalité. Les activités de soutien opérationnel menées par Europol ont permis le démantèlement de nombreux réseaux criminels et terroristes, l'arrestation de milliers de dangereux criminels, la récupération de millions d'euros de produits du crime et le sauvetage de centaines de victimes, notamment des enfants faisant l'objet de la traite en vue de leur exploitation sexuelle.

Aucune criminalité n'étant aussi étendue que la cybercriminalité, Europol a mis sur pied le Centre européen de la cybercriminalité (EC3), qui servira de point focal dans la lutte de l'UE contre ce type de criminalité.

Europol aide les États membres et les institutions de l'UE à développer leurs capacités opérationnelles et analytiques d'enquête. Il coopère également avec des partenaires internationaux afin d'éradiquer la cybercriminalité de l'UE. Les activités de l'EC3 couvrent la lutte contre la criminalité provenant des logiciels malveillants, du piratage, de l'hameçonnage, de l'intrusion, de la manipulation, du vol d'identité et de la fraude sur les paiements, sans oublier le «grooming» (solicitation en ligne d'enfants à des fins sexuelles) et l'exploitation sexuelle en ligne d'enfants.



Créé en 1999

Situé à La Haye (Pays Bas)

<http://www.europol.europa.eu>

Unité de coopération judiciaire de l'Union européenne - Eurojust



Eurojust contribue à lutter contre les formes graves de criminalité transfrontière qui touchent l'UE. Elle coordonne les enquêtes et les poursuites dans les 28 États membres et renforce la coopération entre les autorités nationales. Elle prévient et résout les conflits de compétence entre les États membres et peut apporter un soutien par-delà les frontières de l'UE grâce aux accords de coopération qu'elle conclut avec des pays tiers. En 2013, Eurojust est intervenue dans 1 576 dossiers concernant le terrorisme, le trafic de drogues, l'immigration clandestine et la traite des êtres humains, la fraude, la corruption, la cybercriminalité (y compris des images d'abus sexuels commis sur des enfants), des infractions pénales affectant les intérêts financiers de l'UE, la criminalité organisée et les crimes environnementaux.

Eurojust organise des réunions de coordination, dans le cadre desquelles les autorités judiciaires et policières peuvent renforcer leur confiance mutuelle tout en échangeant des informations, et en détectant et résolvant des difficultés pratiques et juridiques dues à la coexistence de 30 systèmes juridiques différents dans l'UE. En 2013, Eurojust a organisé 206 réunions de ce type. L'Unité a également créé des centres de coordination qui peuvent coordonner en temps réel, lors d'une journée d'action commune convenue, les arrestations, les perquisitions, les saisies et d'autres actions. Les équipes communes d'enquête sont un autre outil important de coordination. Eurojust soutient la mise en place et le fonctionnement de ces équipes, notamment en recensant les affaires qui les nécessitent, en concluant des accords et en établissant des plans d'action opérationnels, en développant les meilleures pratiques et en apportant des fonds. En 2013, Eurojust a soutenu 102 équipes communes d'enquête et en a financé 34.

Créée en 2002

Située à La Haye (Pays Bas)

<http://www.eurojust.europa.eu>

À quoi sert le portail «Données ouvertes» de l'UE?

Le portail «Données ouvertes» de l'UE constitue un point d'accès unique à un nombre croissant de données détenues par les institutions, agences et autres organes de l'UE. En fournissant un accès libre et gratuit à ces données, le portail vise à libérer leur potentiel économique, à accroître la transparence et la responsabilité des institutions et autres organes de l'UE et à promouvoir l'engagement social.

Quel est l'intérêt du portail «Données ouvertes» de l'UE?

Conformément à la stratégie de l'UE en matière de données ouvertes et à la directive 2013/37/UE modifiant la directive 2003/98/CE concernant la réutilisation des informations du secteur public produites dans les 28 États membres de l'UE (directive ISP), les principaux objectifs du portail sont les suivants:

► **créer de nouvelles connaissances** en liant des données de différentes sources;

Le public cible inclut les informaticiens, entreprises, universités, chercheurs, statisticiens, agrégateurs de données, etc.



► **stimuler l'activité économique et l'emploi** en promouvant une utilisation novatrice des données afin de créer des applications, de nouveaux produits et services;



► **favoriser l'ouverture et la transparence** des organismes de l'UE en informant les citoyens sur les politiques, les dépenses publiques et les résultats obtenus;

Le public cible inclut les citoyens, journalistes, lobbyistes, administrations publiques, ONG, bibliothécaires, étudiants, etc.



► **permettre la prise de décision sur la base d'éléments factuels et favoriser la citoyenneté active.** Les pouvoirs publics peuvent fonder leurs décisions stratégiques sur des données empiriques et les données peuvent faire l'objet d'analyses et de débats publics.



OPEN UP YOUR DATA VIA:
open-data.europa.eu

COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

Publications gratuites:

- un seul exemplaire: sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- exemplaires multiples/posters/cartes:
auprès des représentations de l'Union européenne (http://ec.europa.eu/represent_fr.htm),
des délégations dans les pays hors UE (http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm),
en contactant le réseau Europe Direct (http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm)

Publications payantes:

- sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

Abonnements:

- auprès des bureaux de vente de l'Office des publications de l'Union européenne (http://publications.europa.eu/others/agents/index_fr.htm).

